



Alliance Sud Expertise

Accessibilité - Amiante - Plomb - Electricité - Carrez - DPE - Gaz - Termites

Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : BURGEAP-SOLENZARA-RADU-ENR
Date du repérage : 13/11/2017



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **DEA SOLENZARA**
BASE AERIEUNE 126 - VENTISERI SOLENZARA
Commune : **20223 GHISONNACCIA CEDEX**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :
Lot numéro Non communiqué,
Périmètre de repérage : **Ensemble de la base**

Désignation du propriétaire

Désignation du client :

Nom et prénom : **DELPIA**
Adresse : **CASERNE THIRY**
47 RUE SAINTE CATHERINE
COURSE SPECIALE N°60016
54035 NANCY CEDEX

Objet de la mission :

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante | <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez) | <input type="checkbox"/> Etat des Installations électriques |
| <input type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente | <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin) | <input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (SRU) |
| <input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP) | <input type="checkbox"/> Diagnostic énergétique |
| <input checked="" type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux par carottage d'enrobé | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP) | <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition | <input type="checkbox"/> Diag Assainissement | <input type="checkbox"/> Ascenseur |
| <input type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites | <input type="checkbox"/> Sécurité piscines | <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier) |
| <input type="checkbox"/> Etat parasitaire | <input type="checkbox"/> Etat des Installations gaz | <input type="checkbox"/> Radon |
| <input type="checkbox"/> Etat Risques Naturel, Minier et technologique | <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau | <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés |
| <input type="checkbox"/> Etat des lieux | <input type="checkbox"/> Sécurité Incendie | |



Investigations préalables aux travaux de rabotage, démolition, recyclage et réutilisation d'enrobés bitumineux pour déterminer l'absence ou la présence d'amiante.

Numéro de dossier : BURGEAP-SOLENZARA-RADU-ENR
Date du repérage : 13 et 14/11/2017

Références réglementaires et normatives	
Textes réglementaires	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
Guide(s) utilisée(s)	Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux établi sous l'égide du Comité de Pilotage national « Travaux Routiers », CNAM, DGT, FNTF, GNMST BTP, INRS, OPPBTP, USIRF

Immeuble bâti visité	
Adresse	Rue : DEA SOLENZARA BASE AERIENNE 126 VENTISERI SOLENZARA Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n° : Lot numéro Non communiqué Code postal, ville : . 20223 GHISONNACCIA CEDEX
Périmètre de repérage : Ensemble de la base
Type de logement : Autres
Fonction principale du bâtiment : Autres
Date de construction : Non communiqué

Le propriétaire et le commanditaire	
Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... DELPIA Adresse : CASERNE THIRY - 47 RUE SAINTE CATHERINE COURSE SPECIALE N°60016 54035 NANCY CEDEX
Le commanditaire	Nom et prénom : ... BURGEAP NUDEC - M. CALON Adresse : 49 AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 77211 AVON

Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	FAYE Bruno	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX	Obtention : 30/06/2017 Échéance : 17/06/2018 N° de certification : 2627750
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport				
Raison sociale de l'entreprise : SAS SOCIETE D'EXPERTISES ET DE DIAGNOSTICS (Numéro SIRET : 50269396300048) Adresse : ZAC DU LEVANT - BAT B - 333 AV MARGUERITE PEREY, 77127 LIEUSAIN Désignation de la compagnie d'assurance : ALLIANZ Numéro de police et date de validité : 55949865 / 31 décembre 2017				

Le rapport de repérage	
Date d'émission du rapport de repérage : 13/12/2017, remis au propriétaire le 05/01/2018 et 16/03/2018	
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses	
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 16 pages	

Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

1. – Les conclusions

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport :

- **Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles (*) de contenir de l'amiante : après analyses, ils contiennent de l'amiante.**

(*) : « **Matériau ou produit susceptible de contenir de l'amiante** » : matériau ou produit contenant naturellement de l'amiante ou dont la composition a intégré de l'amiante pendant certaines périodes de sa fabrication et pour lequel la présence ou l'absence d'amiante n'a pas été démontrée

Liste des carottes contenant de l'amiante ou des HAP :

Carotte	Localisation	Conclusion HAP	Conclusion Amiante
Néant	-		

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... EUROFINS ANALYSES POUR LE BATIMENT IDF

Adresse : 117 QUAI DE VALMY 75010 PARIS

Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-1592 - 529293912

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Ce rapport porte uniquement sur les investigations à mener pour établir l'absence ou la présence d'amiante ou d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée dans l'enrobé d'une chaussée.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

Investigations préalables aux travaux de rabotage, démolition, recyclage et réutilisation d'enrobés bitumineux pour déterminer l'absence ou la présence d'amiante ou de HAP en forte teneur.

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

3.2.3 L'objectif de la mission

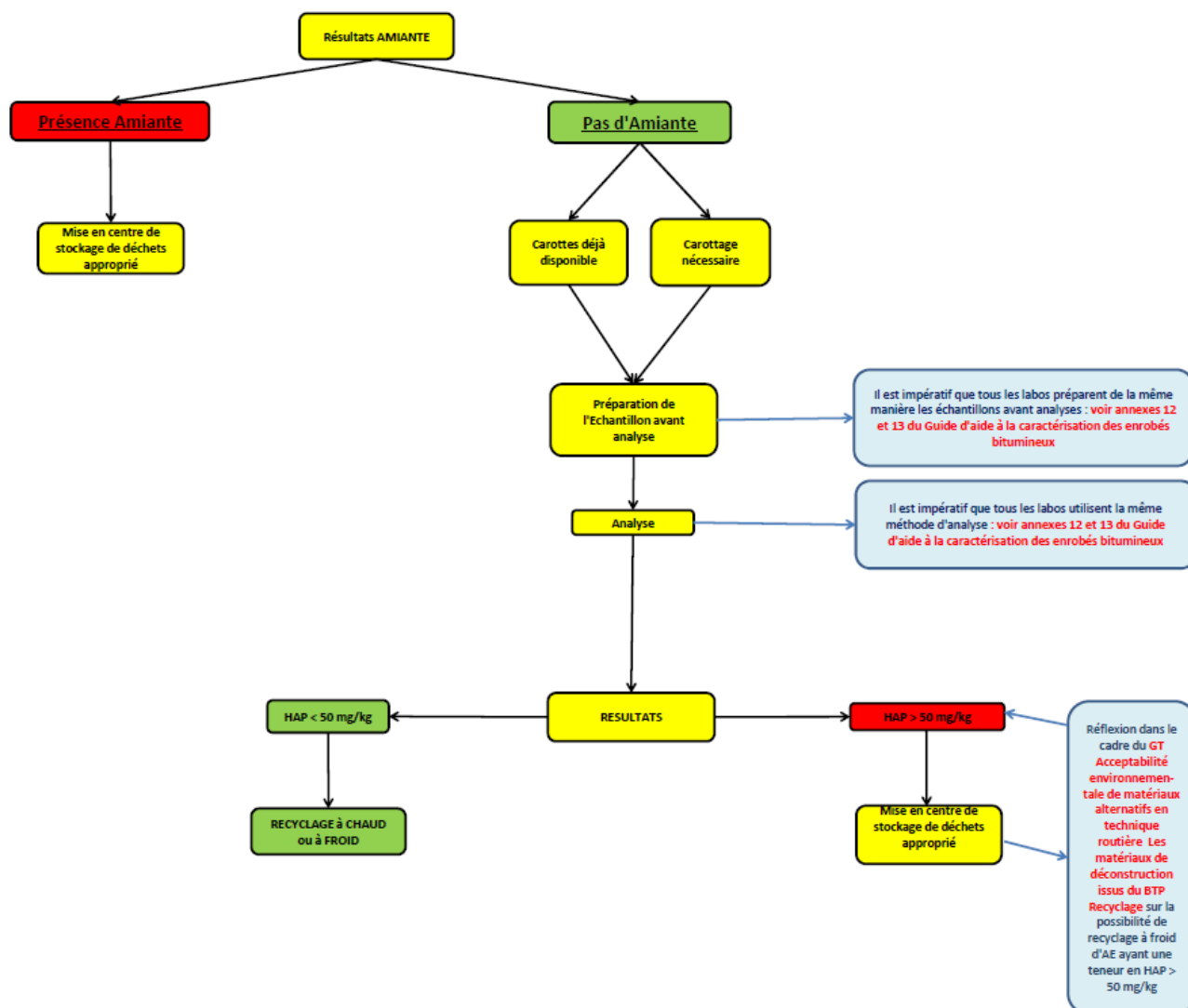
Préalablement à l'établissement du cahier des charges définissant les travaux à réaliser, le donneur d'ordre doit caractériser les enrobés concernés afin de s'assurer de l'absence d'amiante et/ou de HAP en teneur élevée dans l'enrobé.

Dans le cas contraire :

- en cas de présence d'amiante, il prendra les dispositions nécessaires pour que les entreprises consultées répondent aux exigences réglementaires, le cas échéant par l'obtention de la certification, assurent la protection des salariés et de l'environnement et évacuent l'enrobé concerné en installation de stockage de déchets appropriée.
- en cas de présence de HAP (enrobés à base de goudron) en teneur élevée, le donneur d'ordre restreindra ou exclura la possibilité de réutilisation des matériaux enrobés (actuellement 50mg/kg d'agrégats d'enrobés quelle que soit la réutilisation) ; cette valeur pourrait être relevée pour les réutilisations à froid (recyclage à l'émulsion ou mousse de bitume, utilisation comme grave non traitée-GNT).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

La caractérisation pour établir l'absence ou la présence d'amiante et/ou de HAP en teneur élevée dans les enrobés concernés est de la responsabilité du donneur d'ordre¹, maître d'ouvrage, propriétaire ou gestionnaire de l'infrastructure faisant l'objet de l'opération, dans le cadre de son évaluation des risques dès la phase de conception



3.2.5 Le périmètre de repérage effectif

Le choix de l'implantation des prélèvements et leur nombre est de la responsabilité du MO ou du donneur d'ordre. Les éléments suivants sont à prendre en compte :

- information recueillies en phase 1, § 4.1 Recherche des informations sur la chaussée existante
- dans le cas où l'homogénéité de la couche de surface et de(s) la couche(s) sous-jacente(s) peut être garantie (nature des couches et épaisseurs, position de leur(s) interface(s)), l'analyse peut porter sur deux prélèvements par zone homogène,

En cas d'hétérogénéité des épaisseurs et/ou des structures, des investigations plus nombreuses devront déterminer les lots qui pourront être considérés comme homogènes ; à titre indicatif, on peut considérer un prélèvement par section de 200 m de voie / de chaussée comme un minimum.

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Dossier de plans	Plan Solenzara-K1
Dossier de plans	Plan Solenzara-K2
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan Solenzara-SK-MER

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : NC

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 13 et 14/11/2017

Heure d'arrivée : 11 h 00

Durée du repérage : NC

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Agtc CHEVRIER Christophe

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de décembre 2008.

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

Liste des prélèvements effectués

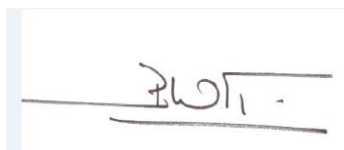
Localisation	Identifiant + Description	Conclusion Amiante	Conclusion HAP	Commentaires
RDC - SK2	<u>Identifiant:</u> Ech001 <u>Description:</u> Enrobé	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Néant	-
	<u>Identifiant:</u> Ech002 <u>Description:</u> Enrobé	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Néant	-
	<u>Identifiant:</u> Ech003 <u>Description:</u> Enrobé	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Néant	-
RDC - SK1	<u>Identifiant:</u> Ech004 <u>Description:</u> Enrobé	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Néant	-
	<u>Identifiant:</u> Ech005 <u>Description:</u> Enrobé	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Néant	-
RDC - SK MER	<u>Identifiant:</u> Ech006 <u>Description:</u> Enrobé	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	Néant	-

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France** Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à **GHISONNACCIA CEDEX**, le **13 et 14/11/2017**

Par : FAYE Bruno



Signature du représentant :

--

ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° BURGEAP-SOLENZARA-RADU-ENR****Informations Amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Informations HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)

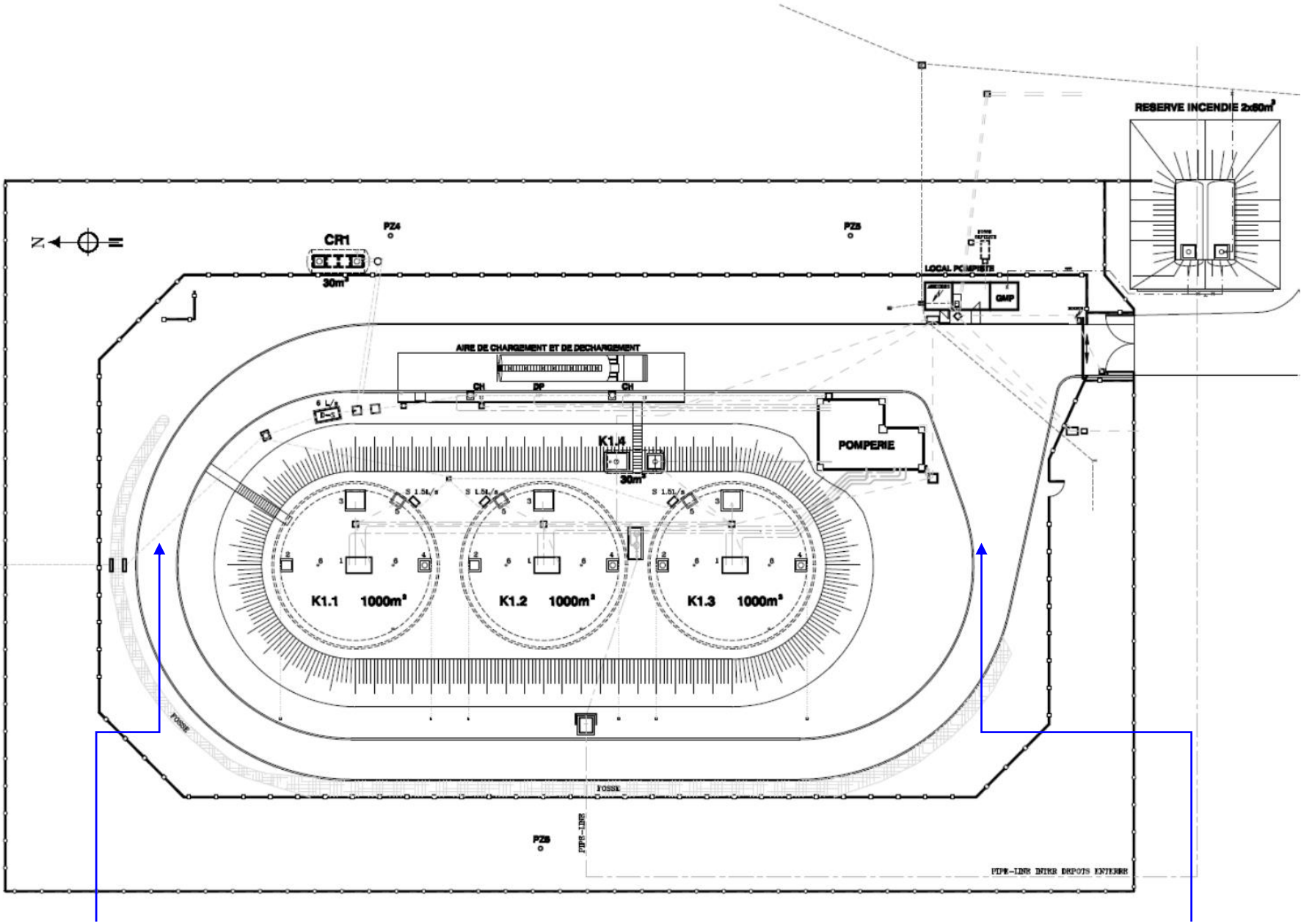
La connaissance de la teneur en HAP d'un enrobé est rendue nécessaire pour déterminer la possibilité de le recycler à chaud ou à froid. Ceci concerne donc uniquement les travaux portant sur une quantité significative d'enrobé susceptible d'être recyclé à chaud ou à froid.

En cas de présence de HAP en teneur supérieure à 50 mg/kg, le donneur d'ordre exclura la possibilité de réutilisation des agrégats d'enrobés à chaud ou tièdes.

Cette valeur pourrait être relevée pour les réutilisations à froid.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Recommandations générales de sécurité****7.4 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Ech 4 : Enrobé sans amiante

Ech 5 : Enrobé sans amiante

PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE	
Matériaux contenant de l'amiante	
<div>→</div>	
Matériaux sans amiante	
<div>→</div>	
Adresse : DEA SOLENZARA BASE AERIENNE 126 - VENTISERI SOLENZARA 20223 GHISONNACCIA CEDEX	Niveau : RDC - SK1
Croquis établi le : 13/12/2017	
N° de dossier : BURGEAP- SOLENZARA-RADU-ENR	
N° de planche : 1/3	
Auteur du croquis : FAYE Bruno	
SAS SOCIETE D'EXPERTISES ET DE DIAGNOSTICS ZAC DU LEVANT - BAT B - 333 AV MARGUERITE PEREY, 77127 LIEUSAIN	

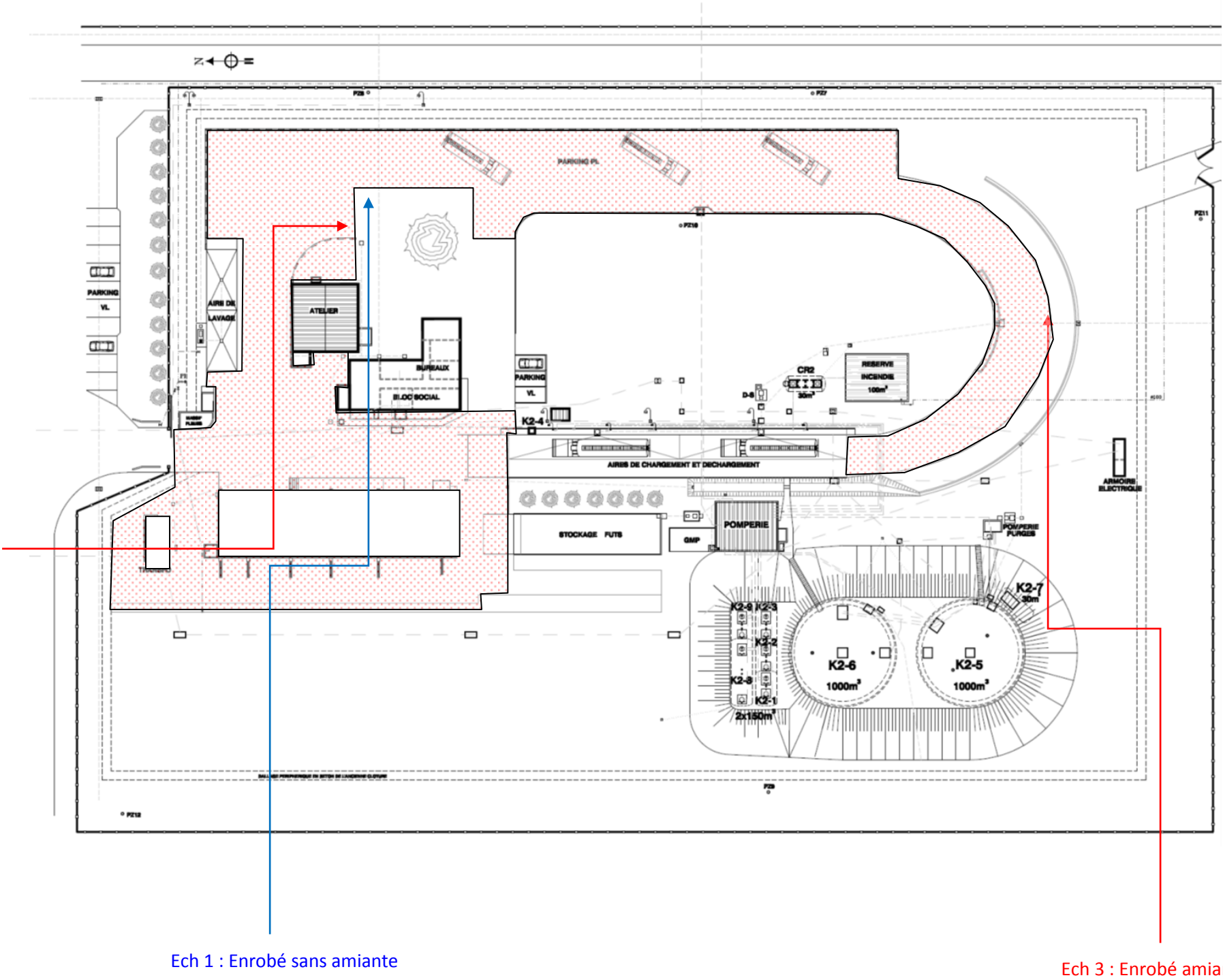
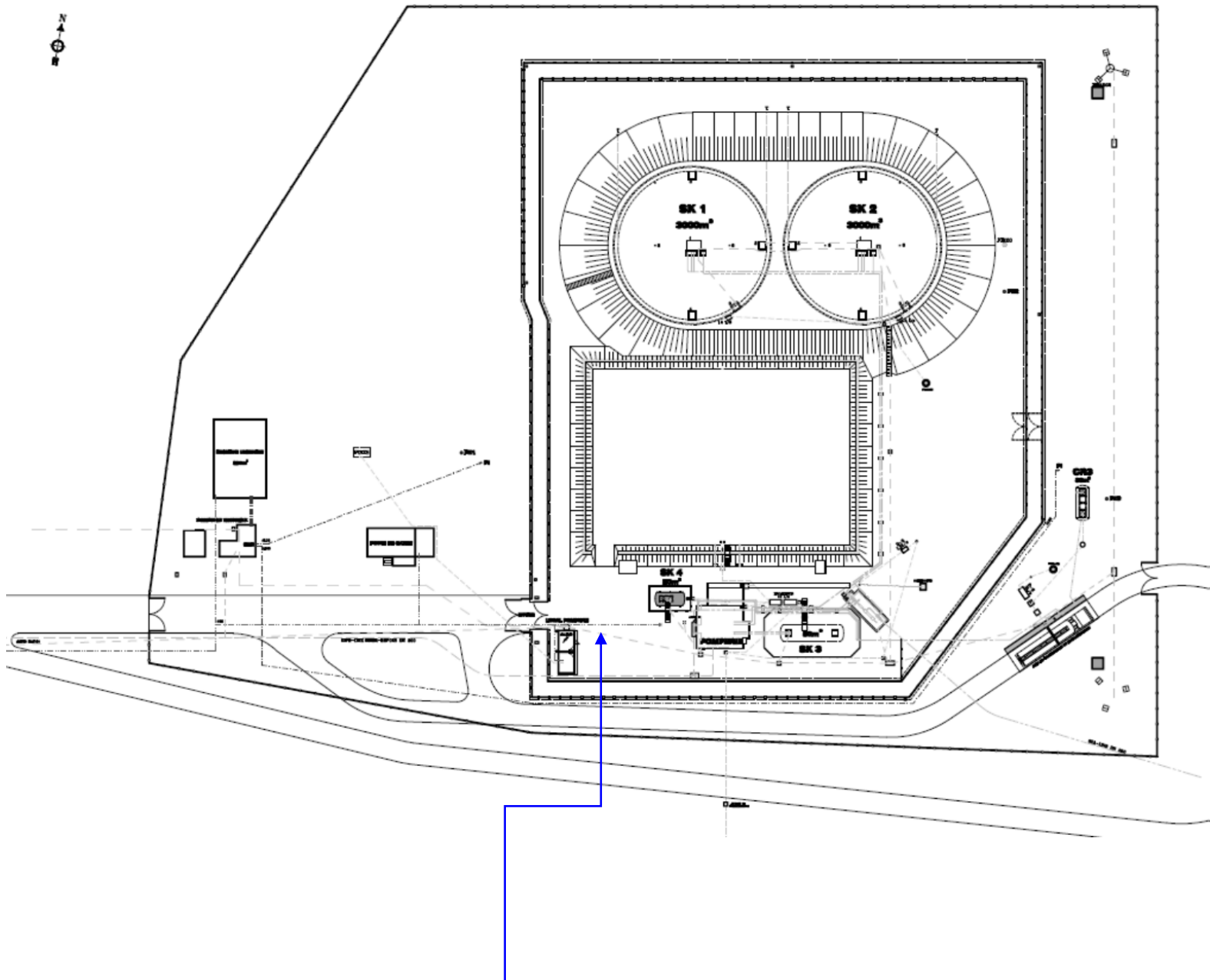


PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE	
Matériaux contenant de l'amiante	
<div>→</div> <div><div></div>Enrobé amianté</div>	
Matériaux sans amiante	
<div>→</div>	
Adresse : DEA SOLENZARA BASE AERIENNE 126 - VENTISERI SOLENZARA 20223 GHISONNACCIA CEDEX	Niveau : RDC – SK2
Croquis établi les : 13/12/2017 et 16/03/2018	
N° de dossier : BURGEAP- SOLENZARA-RADU-ENR	
N° de planche : 2/3	
Auteur du croquis : FAYE Bruno	
SAS SOCIETE D'EXPERTISES ET DE DIAGNOSTICS ZAC DU LEVANT - BAT B - 333 AV MARGUERITE PEREY, 77127 LIEUSAIN	



Ech 6: Enrobé sans amiante

PLANCHE DE REPERAGE
TECHNIQUE

Matériaux contenant de l'amiante



Matériaux sans amiante



Adresse :
**DEA SOLENZARA
BASE AERIENNE
126 - VENTISERI
SOLENZARA
20223
GHISONNACCIA
CEDEX**

Niveau :
RDC - SKMER

Croquis établi le : 13/12/2017

N° de dossier : BURGEAP-
SOLENZARA-RADU-ENR







N° de planche : 3/3

Auteur du croquis : FAYE Bruno

**SAS SOCIETE D'EXPERTISES ET DE
DIAGNOSTICS
ZAC DU LEVANT - BAT B - 333 AV
MARGUERITE PEREY,
77127 LIEUSAIN**

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
Ech001	RDC - SK2	10. Voies et Réseaux divers - Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	Enrobé	
Ech002	RDC - SK2	10. Voies et Réseaux divers - Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	Enrobé	
Ech003	RDC - SK2	10. Voies et Réseaux divers - Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	Enrobé	
Ech004	RDC - SK1	10. Voies et Réseaux divers - Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	Enrobé	
Ech005	RDC - SK1	10. Voies et Réseaux divers - Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	Enrobé	
Ech006	RDC - SK MER	10. Voies et Réseaux divers - Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	Enrobé	

Copie des rapports d'essais :



Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ile de France SAS

**SOC D'EXPERTISES ET
DIAGNOSTICS-SED**
Madame Blandine HANEMIAN
Bâtiment B – ZAC du Levant
333 Avenue Marguerite Perey
77127 LIEUSAIN

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-LH-106469-02 Version du : 20/12/2017 11:30 Page 1/2
Annule et remplace la version AR-17-LH-106469-01 du 22/11/2017 à 21:31, qui doit être détruite ou nous être renvoyée.
Dossier N° : 17H040580 Date de réception : 20/11/2017 Date d'analyse : 21/11/2017
Référence Dossier : Commande EOL n° 006-10514-290137
DEA SOLENZARA ENR

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	ECH 1 / K2 / ENROBE	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	ECH 2 / K2 / ENROBE	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
003	ECH 3 / K2 / ENROBE	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
004	ECH 4 / K1 / ENROBE	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	ECH 5 / K1 / ENROBE	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
006	ECH 6 / KMER / ENROBE	Matériau dur bitumineux de type enrobé (noir)	MET	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s).
Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ile de France SAS
117, Quai de Valmy, CS 5004
F-75484 Paris Cedex 10, FRANCE
Tél: +33 1 40 37 03 03 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S. au capital de 3 944 055 € RCS Paris SIRET 529 293 912 00034 TVA FR90 529 293 912 APE 7120B

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ile de France SAS**

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-LH-106469-02	Version du : 20/12/2017 11:30	Page 2/2
Annule et remplace la version AR-17-LH-106469-01 du 22/11/2017 à 21:31, qui doit être détruite ou nous être renvoyée.		
Dossier N° : 17H040580	Date de réception : 20/11/2017	Date d'analyse : 21/11/2017
Référence Dossier : Commande EOL n° 006-10514-290137		
DEA SOLENZARA ENR		

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme **NFX 43-050**

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : Le laboratoire a validé sa limite de détection. Il garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0.1% en masse.



Fatima Mriss
Réfèrent Technique

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s).
Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ile de France SAS

117, Quai de Valmy, CS 5004
F-75484 Paris Cedex 10, FRANCE
Tél: +33 1 40 37 03 03 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb
S.A.S. au capital de 3 944 055 € RCS Paris SIRET 529 293 912 00034 TVA FR90 529 293 912 APE 7120B

7.3 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.
A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.4 - Annexe - Autres documents**Responsabilité Civile**

Allianz I.A.R.D., dont le siège social est situé 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

SED
333 RUE MARGUERITE PEREY
PARC DU LEVANT
77127 LIEUSAIN

Est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité Civile Activités de Services souscrit sous le numéro 55949865, qui a pris effet le 01/01/2016.

Ce contrat a pour objet de :

- satisfaire aux obligations édictées par l'ordonnance n° 2005 - 655 du 8 juin 2005 et son décret d'application n° 2006 - 1114 du 5 septembre 2006, codifié aux articles R 271- 1 à R 212- 4 et L 271- 4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que ses textes subséquents ;
- garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir à l'égard d'autrui du fait des activités, telles que déclarées aux Dispositions Particulières, à savoir :

Le constat des Risques d'exposition au plomb
Repérage d'amiante avant transaction, contrôle périodique amiante
Dossier technique amiante
Etat de l'installation intérieure d'électricité et de gaz
Présence de termites et autres insectes xylophages
Diagnostic de performance Énergétique (DPE)
Etat des Risques Naturels et Technologiques (ERNT)
Mesurage Loi Carrez
Mesurage Loi Boutin
Loi SRU
Certificat aux normes de surface et d'habitabilité et Prêt à taux Zéro
Repérage d'amiante avant/après travaux et démolition
Présence de champignons lignivores
Repérage d'amiante sur surfaces bitumées ou enrobées
Mesures d'empoussièrement amiante
Diagnostic déchets de chantier

La présente attestation est valable jusqu'à la prochaine échéance annuelle soit 01.01.2018 à zéro heure.

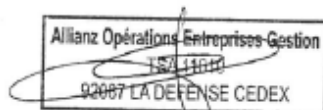
La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur et ne peut engager celui-ci au delà des limites du contrat auquel elle se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances...).

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Compagnie est réputée non écrite.

Etablie à LYON, le 12/12/2017

Laetitia HOARAU

Pour Allianz,



Attestation Responsabilité Civile

Allianz IARD - Entreprise régie par le Code des Assurances - Société anonyme au capital de 991 967 200 euros
Siège social : 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX - 542 110 291 RCS Nanterre

BUREAU VERITAS
CertificationCertificat
Attribué à**Monsieur Bruno FAYE**


Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	30/06/2017	17/06/2018

Date : 30/06/2017

Numéro de certificat : 8042154


Jacques MATILLON - Directeur Général

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureauveritas.fr/certification-diag

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense

